

Solidarité avec le peuple ukrainien

La situation tendue autour de l'Ukraine est le reflet des rapports de forces entretenus par les grandes puissances sur le dos des peuples. Voulant restaurer l'influence de la Russie dans la région, Poutine laisse planer la menace d'envahir l'Ukraine, massant 100 000 militaires russes à la frontière. De son côté, le président étatsunien Biden, à la tête de l'OTAN, a choisi d'encourager les États membres de cette coalition à fournir à l'Ukraine armes et conseils. Dans ce contexte, Macron prétend se poser en champion de la paix en Ukraine alors que, comme les États-Unis et la Russie, la France fait bien partie des puissances qui défendent leurs intérêts économiques et militaires.

Dans les faits, une guerre larvée n'a jamais cessé dans cette région depuis l'effondrement de l'URSS. Ainsi un conflit ensanglanté toujours le Donbass ukrainien. En même temps que la Russie annexait la Crimée au printemps 2014, elle encourageait la sécession des républiques séparatistes de Donetsk et Louhansk dans le Donbass, où s'affrontent militaires ukrainiens, séparatistes et paramilitaires russes. Plus au sud, au niveau du détroit de Kertch, Poutine a fait construire un pont de 18 km reliant la Crimée à la Russie, essentiellement pour contrôler l'entrée de la mer d'Azov, une voie de transit maritime d'importance pour l'approvisionnement de l'Ukraine.

Une guerre pour les profits du gaz et de l'armement

Un des enjeux centraux dans ce conflit est de contrôler la production mais aussi d'organiser la circulation du gaz russe. Car 40 % du gaz importé dans l'Union européenne vient de Russie. L'Autriche et Slovaquie en sont dépendantes à 100 %, l'Allemagne à 50 %, la France à 20 %... De leur côté, les USA aimeraient prendre la main sur certains de ces marchés pour y vendre leur gaz de schiste. L'autre enjeu reste la production et le commerce des armes. Ainsi, la Russie veut gonfler son appareil militaire mais les USA — dont les dépenses militaires sont dix fois supérieures — et la France sont sur les rangs, par exemple pour empêcher les dividendes des milliards d'euros de modernisation de l'armée roumaine. Les USA veulent déployer toujours plus de missiles et augmentent leurs effectifs militaires sur le terrain : 10 000 soldats US devraient s'installer dans les années à venir sur une ancienne base du temps de l'URSS...

Refusons l'escalade militaire des impérialismes

La Russie, les États-Unis et l'Union européenne cherchent à faire de la région une sphère d'influence exclusive. Ainsi, en 2014, l'Union européenne a proposé à l'Ukraine un partenariat (avec au menu prêts, privatisations, suppression de droits sociaux...).

De son côté, la Russie a proposé d'annuler sa dette et des tarifs avantageux sur le gaz. Mais l'Union européenne comme la Russie exigeaient un accord exclusif, ce qui n'a aucun sens pour l'Ukraine, dont les rapports commerciaux sont également répartis entre l'Union européenne, la Russie et le reste du monde. Et loin d'être un juge de paix, Macron veut défendre les intérêts de l'Union européenne, dont ceux de la France.

Les surenchères militaires qui accompagnent aujourd'hui les rapports de forces entre grandes puissances sont lourdes de dangers pour les peuples de la région. Elles sont aussi un incubateur de fascistes de tout poil. Nous refusons de soutenir toute intervention militaire et revendiquons le retrait des troupes russes de la région frontalière avec l'Ukraine, le départ de toutes les troupes étrangères de la zone, le démantèlement de l'OTAN, l'annulation des dettes pesant sur l'Ukraine et le respect du droit à l'autodétermination de toutes les parties du peuple ukrainien.

Le NPA65, Tarbes, le 14 février 2022

